

Caravane ouest-africaine pour la terre, l'eau et les semences

La Convergence Globale des Lutttes pour la Terre et l'Eau – Afrique de l'Ouest vous invite à rejoindre et soutenir la Caravane ouest-africaine pour la terre, l'eau et les semences, qui mobilisera 15 pays de la sous-région en mars 2016 pour:

- **Sensibiliser** la population des pays de l'Afrique de l'Ouest sur l'accaparement des terres, de l'eau et des semences ainsi que les défis et enjeux liés à ces ressources
- **Mobiliser** les organisations et mouvements sociaux de l'Afrique de l'Ouest pour la construction d'un mouvement fort afin de faire valoir et sécuriser les droits des communautés et promouvoir l'agriculture familiale basée sur l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire
- **S'engager** pour la paix, la justice et l'équité sociale et environnementale, l'égalité de genre, la santé publique et la lutte contre le changement climatique
- **Interpeller** les autorités politiques et administratives nationales et les institutions sous-régionales (CEDEAO et UEMOA) sur leurs engagements pour la réalisation des droits humains et la mise en œuvre nos revendications et propositions pour l'implémentation des Directives de la FAO sur le droit à l'alimentation, les Directives sur la gouvernance des régimes fonciers, le Cadre de lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique, y compris leur déclinaison sous-régionale qui est développée à la CEDEAO, ainsi que les règlements sur les risques liés aux biotechnologies qui sont développés à l'UEMOA. Il est impératif que ces processus se déroulent de manière transparente et assurent la participation effective des organisations représentant les affecté-e-s
- **Soutenir** tou-te-s les militant-e-s et les communautés qui défendent les droits humains liés à la terre, à l'eau et aux semences et **dénoncer** leur criminalisation.

Droits à la terre, à l'eau et aux semences, une lutte commune !

L'eau, la terre et les semences sont des ressources naturelles vitales qui font partie de notre héritage commun. Ce sont des biens communs et pas des marchandises. Elles doivent être sécurisées, préservées et gérées par les communautés pour le bien commun de nos sociétés et l'environnement, aujourd'hui et pour les générations à venir. En Afrique, environ 70 pour cent de la population dépend de l'agriculture familiale paysanne. L'accès sécurisé et le contrôle de la terre, l'eau, les forêts et les semences sont donc des facteurs vitaux pour les communautés et doivent être respectés et protégés en tant que droits. C'est la condition de la réalisation de nos droits humains, y compris le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition, le droit à l'eau et à l'assainissement, le droit à la santé, le droit à la culture, le droit au logement, le droit au travail et le droit à la libre-détermination des peuples.

Pourtant, la mainmise sur les ressources naturelles par des entreprises, gouvernements, élites, spéculateurs, souvent soutenus par la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI), les pays industrialisés et d'autres institutions et consortiums continue à s'aggraver. Cela se fait au nom de la sécurité alimentaire, de la protection de l'environnement, sous prétexte de limiter les effets du changement climatique, de produire de l'énergie « propre », des mégaprojets d'infrastructures et/ou au nom du soi-disant « développement », qui sont souvent promus par des partenariats public-privé. Cette dynamique engendre la concentration des ressources dans les mains de quelques acteurs puissants, l'expulsion des communautés et l'asservissement des populations. Des territoires entiers sont vidés de leurs communautés, tandis que la perte d'identité et la destruction des écosystèmes rendent la vie impossible.

Les accords commerciaux et d'investissements internationaux, tels que les accords de partenariat économique (APE), aggravent les inégalités entre les pays et empêchent les mesures de sauvegarde pour la population, en particulier des groupes marginalisés. Les projets de développement internationaux et les activités des sociétés transnationales (STN) sont devenus des facteurs de plus en plus importants et nuisibles pour les ressources naturelles et la vie des communautés en Afrique et dans d'autres régions du monde. Ils renforcent souvent les structures de pouvoir inégales existantes et contribuent à marginaliser davantage des groupes déjà défavorisés de la population, comme les femmes, les jeunes et les enfants.

Une grande partie de la responsabilité incombe à nos gouvernements, nos autorités locales, mais aussi aux entités régionales et sous-régionales comme l'Union africaine, la CEDEAO et l'UEMOA. Ce sont les lois et politiques développées et approuvées par nos gouvernements et ces institutions qui perpétuent et aggravent les inégalités et la marchandisation de nos ressources ! En ce moment, plusieurs processus sont en cours au niveau sous-régional auxquels nous devons être particulièrement attentifs, tels que les processus pour des directives sous-régionales sur la gouvernance foncière à la CEDEAO et pour des règlements sur les risques liés aux biotechnologies à l'UEMOA.

Les communautés et organisations d’Afrique de l’Ouest résistent et font valoir leurs droits

En réponse à ces menaces pour nos vies et notre bien-être, des communautés et des organisations de base – en Afrique et partout dans le monde – résistent et luttent, en faisant valoir leurs droits et en présentant de vraies solutions pour l’intérêt général, pour l’avenir de la planète et de l’humanité. Plusieurs mouvements sociaux et de bases, et plusieurs organisations de la société civile, engagés dans la défense des droits à la terre, l’eau et les semences, se sont réunis à Dakar en octobre 2014 dans le cadre du Forum Social Africain pour lutter et protester contre les accaparements de toutes les ressources naturelles et contre les violations systématiques des droits humains qui les accompagnent. Le partage des idées nous a amenés à reconnaître la solidarité essentielle de nos luttes et de nous réunir de nouveau lors du Forum Social Mondial à Tunis en mars 2015 où nous avons continué ce dialogue avec des mouvements et organisations du monde entier. Cela a abouti à la création d’une Convergence Globale des Luttés pour la Terre et l’Eau.

La déclaration *Droits à la Terre et à l’Eau, une lutte commune. Dakar à Tunis : Déclaration de la Convergence Globale des luttes pour la terre et l’eau*¹ contient la vision, les principes et les aspirations de cette Convergence et sert de base pour la construction d’un mouvement fort et uni qui lutte pour des politiques qui mettent en avant nos droits humains et notre souveraineté alimentaire. Les signataires de cette déclaration se sont engagés à poursuivre le processus de construction de cette Convergence à partir des bases, avec la Déclaration comme socle commun de principes et d’actions. Dans cet esprit, plusieurs organisations de onze pays ouest-africains ont créé la plateforme sous-régionale de la Convergence Globale des Luttés pour la Terre et l’Eau, en juin 2015.

La Convergence Globale des Luttés pour la Terre et l’Eau – Afrique de l’Ouest est composée de plus de 300 organisations paysannes (dont les éleveurs, les pêcheurs, les forestiers...) et des organisations représentant des victimes d’accaparements de terres et de l’eau (en milieu rural, péri-urbain et urbain), des déguerpis des quartiers populaires, des jeunes, des femmes et des ONG des 15 pays de l’espace de la CEDEAO et de l’UEMOA, dont des réseaux actifs et reconnus auprès de ces institutions, notamment le ROPPA. Les organisations et mouvements sociaux s’organisent en plateformes nationales pour mener des activités en synergie dans le cadre de la Convergence. La caravane, première action de la Convergence, est aussi portée par des réseaux sous-régionaux : ROPPA, COPAGEN, COASP, RBM, Via Campesina Afrique 2, No Vox Afrique, Nous sommes la solution...

La Convergence ouest-africaine s’inscrit dans une perspective de dynamique des terroirs gérés par et avec les communautés ainsi que des exploitations agricoles familiales basée sur l’agroécologie paysanne et le droit à l’alimentation dans le cadre de la souveraineté alimentaire. Cette perspective vise le développement de systèmes d’alimentation locaux, la biodiversité, le contrôle de nos semences et le respect des cycles naturels de l’eau. Cette vision s’applique aux populations rurales, urbaines et péri-urbaines et comprend des relations entre producteurs et consommateurs basées sur la solidarité mutuelle et la coopération.

Une caravane ouest-africaine pour faire valoir nos droits à la terre, à l’eau et aux semences

Afin de faire entendre les voix des communautés et populations et interpeller nos autorités, la Convergence ouest-africaine organise une caravane pour la terre, l’eau et les semences, qui se déroulera en mars 2016. Cette caravane mobilisera 15 pays de la sous-région. Elle partira du Burkina le 3 mars en passant par le Mali pour destination finale le Sénégal (clôture le 19 mars). La caravane débutera avec des activités de lancement dans les pays (entre le 25 février et le 2 mars). Les représentant-e-s du Niger, Nigeria, Togo et Benin rejoindront la caravane à Ouagadougou au Burkina Faso. Le Ghana rejoindra la caravane à Bobo-Dioulasso au Burkina Faso. La Côte d’Ivoire rejoint la caravane à Sikasso au Mali, la Mauritanie à Rosso dans le nord du Sénégal, la Guinée Conakry à Tambacounda, au Sénégal. La Gambie, Guinée Bissau, la Sierra Léone vont rejoindre la caravane à Kaolack. Des activités multi-pays auront lieu dans plusieurs villes au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal.

Les revendications et propositions de la Convergence Globale des Luttés pour la Terre et l’Eau – Afrique de l’Ouest seront décrites dans un **Livre de la Convergence** qui sera remis aux différentes autorités. Ce livre sera disponible dès le 15 février 2016.

La caravane sera émaillée par des conférences populaires, des projections de films et des rencontres avec les parlementaires, maires des communes et autorités tout au long de l’itinéraire. Par exemple, une forte mobilisation autour des droits à la terre et à l’eau dans le cadre du « village annuel des sans terre » aura lieu au Mali et une activité aura lieu en lien avec l’UEMOA à Ouagadougou (Burkina Faso). La caravane, constituée de 400 délégué-e-s des 15 pays, sera clôturée par une cérémonie officielle de remise du livre de la Convergence au président de la CEDEAO à Dakar (Sénégal). La liste des activités par ville/village ainsi que des organisations responsables d’accueillir les caravaniers et d’organiser les activités sera disponible très prochainement.

Signez la Déclaration ici : <http://goo.gl/forms/yYhXa2Pb4c> et soutenez la caravane !

Mobilisez-vous et contactez les membres de la coordination :

CEED (ceednigeria@yahoo.com/002347065550217), CMAT (kmassa26@gmail.com/0022376490315, chantal.jacovetti@wanadoo.fr/0022376818793, infoscmat@gmail.com), COPAGEN (solodiarra.2014@gmail.com/0022376328021, konekaridja@yahoo.fr/0022522400216, sidyba2002@yahoo.fr/00221776535051), SYNPA (sdbodea@yahoo.fr/0022997271349)

¹ http://viacampesina.org/fr/images/stories/pdf/2015-04-Dakar%20to%20Tunis%20Declaration_FR_finalfinal.pdf; pour signer la Déclaration, rendez-vous sur <http://goo.gl/forms/yYhXa2Pb4c>.